



## Un enquêteur de l'OIAC témoigne à l'ONU qu'aucune attaque chimique n'a eu lieu à Douma, en Syrie

Par [Ben Norton](#)

Mondialisation.ca, 27 janvier 2020

[The Gray Zone](#) 22 janvier 2020

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre USA OTAN](#), [Nations Unies](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Dans son témoignage devant le Conseil de sécurité des Nations unies, l'ancien chef de l'équipe d'inspection de l'OIAC et expert en ingénierie Ian Henderson a déclaré que leur enquête à Douma, en Syrie, suggérait qu'aucune attaque chimique n'avait eu lieu. Mais leurs conclusions ont été censurées.

*Une vidéo et une transcription du témoignage de l'ancien ingénieur et dissident de l'OIAC Ian Henderson devant les Nations Unies figurent à la fin de cet article.*

Un ancien enquêteur principal de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) s'est exprimé aux Nations Unies, déclarant en termes très clairs que les preuves scientifiques suggèrent qu'il n'y a pas eu d'attaque au gaz à Douma, en Syrie, en avril 2018.

Le dissident, Ian Henderson, a travaillé pendant 12 ans à l'organisation internationale de surveillance, en tant que chef d'équipe d'inspection et expert en ingénierie. L'une de ses tâches les plus importantes a été d'assister la mission d'enquête de l'organisation internationale sur le terrain à Douma.

Il a déclaré à une session du Conseil de sécurité des Nations unies convoquée le 20 janvier par la délégation russe que la direction de l'OIAC avait rejeté les recherches scientifiques de son groupe, licencié l'équipe et produit un autre rapport qui contredisait totalement leurs conclusions initiales.

« Nous avons de sérieux doutes quant à la possibilité qu'une attaque chimique ait eu lieu », a déclaré Henderson, en référence à l'équipe de la FFM à Douma.

L'ancien inspecteur de l'OIAC a ajouté qu'il avait rassemblé des preuves au cours de mois de recherche qui « ont fourni un appui supplémentaire à l'opinion qu'il n'y avait pas eu d'attaque chimique ».

A former OPCW inspection team leader and engineering expert told the UN Security Council that their investigation in Douma, Syria suggested no chemical attack took place. But their findings were suppressed and reversed

Read more here: <https://t.co/HI028MZI0k>

via [@BenjaminNorton](#) [pic.twitter.com/rmaSzWzs5Z](https://pic.twitter.com/rmaSzWzs5Z)

Des frappes aériennes occidentales basées sur des allégations non fondées de djihadistes soutenus par l'étranger

Des militants islamistes soutenus par l'étranger et l'opération d'influence sur le changement de régime [financée par les gouvernements occidentaux](#), connue sous le nom de [Casques blancs](#), ont accusé le gouvernement syrien d'avoir largué des bouteilles de gaz et d'avoir tué des dizaines de personnes dans la ville de Douma le 7 avril 2018. Damas a rejeté l'accusation, affirmant que l'incident avait été mis en scène par les insurgés.

A l'époque, Douma était contrôlée par la milice extrémiste salafiste-jihadiste [Jaysh al-Islam](#), qui a été [créée et financée par l'Arabie Saoudite](#) et qui était auparavant alliée à la puissante filiale syrienne d'Al-Qaïda, [Jabhat al-Nusra](#).

Les gouvernements des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France ont répondu aux allégations d'une attaque chimique en lançant des frappes aériennes contre le gouvernement syrien le 14 avril. L'attaque militaire était illégale en vertu du droit international, car les pays n'avaient pas l'autorisation des Nations unies.

De nombreux lanceurs d'alerte et fuites de l'OIAC contestent les affirmations des gouvernements occidentaux

En mai 2019, une [évaluation technique interne de l'OIAC](#) a fait l'objet d'une fuite dans le public. Le document, rédigé par Ian Henderson, indiquait que « les dimensions, les caractéristiques et l'apparence des cylindres » à Douma « ne correspondaient pas à ce qui aurait été attendu dans le cas où l'un ou l'autre des cylindres aurait été largué par un avion », ajoutant qu'il y a « une plus grande probabilité que les deux cylindres aient été placés manuellement à ces deux endroits plutôt que d'avoir été largués par un avion ».

Après avoir examiné le rapport divulgué, Theodore Postol, professeur émérite de science, technologie et sécurité internationale au MIT, a déclaré au Grayzone : « Les preuves sont accablantes que les attaques au gaz ont été mises en scène ». Postol a également accusé la direction de l'OIAC de superviser des « rapports compromis » et [d'ignorer les preuves scientifiques](#).

En novembre, un deuxième lanceur d'alerte de l'OIAC s'est présenté et a accusé la direction de l'organisation de [supprimer des preuves contraires](#), sous la [pression de trois fonctionnaires du gouvernement américain](#).

WikiLeaks [a publié de nombreux courriels internes de l'OIAC](#) qui révèlent des allégations selon lesquelles le personnel de direction de l'organisme aurait falsifié le rapport Douma.

Alors que les preuves de suppression interne se multiplient, le premier directeur général de l'OIAC, José Bustani, a décidé de s'exprimer. « Les preuves convaincantes de comportement irrégulier dans l'enquête de l'OIAC sur l'attaque chimique présumée de Douma confirment les doutes et les soupçons que j'avais déjà », a déclaré Bustani.

« Je ne pouvais pas comprendre ce que je lisais dans la presse internationale. Même les rapports d'enquête officiels semblaient au mieux incohérents. Le tableau est certainement

plus clair maintenant, bien que très inquiétant », a conclu l'ancien chef de l'OIAC.

Témoignage d'un lanceur d'alerte de l'OIAC lors de la réunion du Conseil de sécurité des Nations unies sur Douma

Le 20 janvier 2020, Ian Henderson a livré son premier témoignage en personne, alléguant la suppression par la direction de l'OIAC. Il s'est exprimé lors d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies [selon la formule Arria](#) sur le rapport de la mission d'enquête sur Douma.

*(La vidéo de la séance suit au bas de cet article, ainsi qu'une transcription complète du témoignage de Henderson).*

La mission chinoise aux Nations unies a invité Ian Henderson à témoigner en personne lors de la session du Conseil de sécurité. Henderson a déclaré dans son témoignage qu'il avait prévu d'y assister, mais qu'il n'avait pas pu obtenir d'exemption de visa du gouvernement américain. (L'administration Trump a bloqué à plusieurs reprises l'accès à l'ONU pour les représentants de pays qui ne se plient pas à ses intérêts, faisant [des visas de l'ONU une arme politique](#) en violation flagrante de [l'accord relatif au siège de l'organisme international](#)).

Dans un message vidéo préenregistré, Henderson a déclaré au Conseil de sécurité qu'il n'était pas le seul inspecteur de l'OIAC à remettre en question la manière dont les dirigeants avaient traité l'enquête sur Douma.

« Ma préoccupation, partagée par un certain nombre d'autres inspecteurs, concerne le verrouillage ultérieur de la direction et les pratiques dans l'analyse et la compilation ultérieures d'un rapport final », a expliqué Henderson.

Peu après l'incident présumé de Douma en avril 2018, l'équipe de la mission de l'OIAC s'est déployée sur le terrain pour mener une enquête qui, selon elle, comprenait des échantillons de l'environnement, des entretiens avec des témoins et la collecte de données.

En juillet 2018, la mission a publié [son rapport intérimaire](#), déclarant qu'elle n'avait trouvé aucune preuve de l'utilisation d'armes chimiques à Douma. (« Les résultats montrent qu'aucun agent organophosphoré du système nerveux ou de ses produits de dégradation n'a été détecté dans les échantillons environnementaux ou dans les échantillons de plasma prélevés sur les victimes présumées », indiquait le rapport).

« Au moment de la publication du rapport intérimaire en juillet 2018, nous avons cru comprendre que nous avons de sérieuses craintes qu'une attaque chimique ait eu lieu », a déclaré M. Henderson au Conseil de sécurité.

Cependant, après cette inspection qui a conduit au rapport intérimaire, Henderson a déclaré que la direction de l'OIAC a décidé de créer une nouvelle équipe, « l'équipe dite de base de la FFM, qui a essentiellement abouti au licenciement de tous les inspecteurs qui faisaient partie de l'équipe déployée sur les sites de Douma et qui avaient assuré le suivi de leurs conclusions et analyses ».

Puis, en mars 2019, cette nouvelle équipe de l'OIAC a publié un rapport final, dans lequel elle affirmait que des armes chimiques avaient été utilisées à Douma.

« Les conclusions du rapport final de la mission étaient contradictoires, et représentaient un revirement complet par rapport à ce que l'équipe avait compris collectivement pendant et après les déploiements à Douma », a fait remarquer M. Henderson lors de la session des Nations unies.

« Le rapport n'a pas précisé quels nouveaux résultats, faits, informations, données ou analyses dans les domaines des témoignages, des études toxicologiques, de l'analyse chimique, de l'ingénierie et/ou des études balistiques avaient permis de renverser complètement la situation par rapport à ce que la majorité de l'équipe et toute l'équipe de Douma avaient compris en juillet 2018 », a déclaré Henderson.

L'ancien expert de l'OIAC a ajouté : « J'ai poursuivi six mois d'études techniques et balistiques supplémentaires sur ces cylindres, dont les résultats ont permis d'étayer l'opinion selon laquelle il n'y avait pas eu d'attaque chimique ».

Pression du gouvernement américain sur l'OIAC

Le gouvernement américain a répondu à ce témoignage historique lors de la session de l'ONU en attaquant la Russie, [qui a parrainé](#) la réunion de la formule Arria.

Le représentant américain par intérim [Cherith Norman Chalet](#) a fait l'éloge de l'OIAC, a condamné avec vigueur le « régime Assad » et a déclaré à l'ONU que les « États-Unis sont fiers de soutenir le travail vital et salvateur des Casques blancs » – une organisation soutenue par les États-Unis et le Royaume-Uni qui a largement collaboré avec l'ISIS et Al-Qaïda et a été [impliquée dans de nombreuses exécutions](#) en territoire syrien occupé par des [extrémistes islamistes](#).

Le gouvernement américain a une longue histoire de pression et de manipulation de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Pendant la période précédant l'invasion de l'Irak, l'administration de George W. Bush a menacé José Bustani, le premier directeur de l'OIAC, et a fait pression sur lui pour qu'il démissionne.

En 2002, alors que la Maison Blanche Bush s'apprêtait à faire la guerre à l'Irak, Bustani a conclu un accord avec le gouvernement irakien de Saddam Hussein qui aurait permis aux inspecteurs de l'OIAC de venir dans le pays à l'improviste pour des enquêtes sur les armes. Le gouvernement américain en a été furieux.

Le sous-secrétaire d'État de l'époque, [John Bolton](#), a déclaré à Bustani en 2002 que le vice-président américain Dick « [Cheney veut que vous partiez](#) ». Bolton a menacé le directeur général de l'OIAC en déclarant : « *Vous avez 24 heures pour quitter l'organisation, et si vous ne vous conformez pas à cette décision de Washington, nous avons des moyens de riposter contre vous... Nous savons où vivent vos enfants.* »

Attaquer la crédibilité de Ian Henderson

Alors que les dirigeants de l'OIAC ont gardé un silence curieux au milieu du scandale concernant leur rapport Douma, un média interventionniste appelé Bellingcat a fonctionné comme un service de presse externalisé, défendant agressivement le récit officiel et attaquant ses critiques les plus éminents, dont Ian Henderson.

Bellingcat [est financé par le National Endowment for Democracy](#) (NED), l'organe de changement de régime du gouvernement américain, et fait partie d'une initiative financée

par le ministère britannique des affaires étrangères.

Suite au témoignage de Henderson, le [fondateur de Bellingcat, Eliot Higgins](#), a tenté de salir la crédibilité de l'ancien ingénieur de l'OIAC en laissant entendre qu'il était [manipulé par la Russie](#). Jusqu'en 2019, Higgins a travaillé au [Atlantic Council](#), un groupe de réflexion pro-guerre [financé par les gouvernements américain et britannique](#), ainsi que par l'OTAN.

Les partisans du rapport final de l'OIAC, apparemment trafiqué, se sont largement appuyés sur Bellingcat pour tenter de discréditer les lanceurs d'alerte et les fuites croissantes. L'expert scientifique Theodor Postol, qui a débattu avec Higgins, a noté que Bellingcat « [n'a pas la moindre crédibilité scientifique](#) ». Postol dit qu'il soupçonne même que la direction de l'OIAC a pu se fier aux affirmations très douteuses de Bellingcat dans ses propres rapports compromis.

Higgins n'a aucune expertise ni aucune référence scientifique, et [même le New York Times a reconnu](#) dans un article très favorable que « Higgins a attribué sa compétence non pas à une connaissance particulière des conflits internationaux ou des données numériques, mais aux heures qu'il a passées à jouer à des jeux vidéo, qui, selon lui, lui ont donné l'idée que tout mystère peut être résolu ».

Dans son témoignage devant le Conseil de sécurité des Nations unies, Ian Henderson a souligné qu'il s'exprimait dans le cadre de ses fonctions d'expert scientifique.

Henderson a déclaré qu'il n'aimait même pas le terme de lanceur d'alerte et qu'il ne l'utiliserait pas pour se décrire, car « je suis un ancien spécialiste de l'OIAC qui a des préoccupations dans un domaine, et je considère que c'est un forum légitime et approprié pour expliquer à nouveau ces préoccupations ».

Le représentant russe aux Nations unies a ajouté que Moscou avait également invité le directeur général de l'OIAC et les représentants du Secrétariat technique de l'organisation, mais qu'ils avaient choisi de ne pas participer à la session.

Vidéo de la session du Conseil de sécurité des Nations unies sur le rapport Douma de l'OIAC

*Le témoignage de Ian Henderson commence à 57h30 dans cette vidéo officielle de l'ONU :*

Transcription : Témoignage de Ian Henderson, dénonciateur de l'OIAC, au Conseil de sécurité de l'ONU

« Je m'appelle Ian Henderson. Je suis un ancien chef d'équipe d'inspection de l'OIAC, ayant servi pendant environ 12 ans. J'ai entendu parler de cette réunion et j'ai été invité par le ministre, conseiller de la mission chinoise auprès de l'ONU. Malheureusement, en raison de circonstances imprévues liées à mon statut de visa ESTA, je n'ai pas pu voyager. J'ai donc soumis une déclaration écrite, à laquelle je vais maintenant ajouter une brève introduction.

Je dois préciser pour commencer que je ne suis pas un lanceur d'alerte ; je n'aime pas ce terme. Je suis un ancien spécialiste de l'OIAC qui a des

préoccupations dans un domaine, et je considère que c'est un forum légitime et approprié pour expliquer à nouveau ces préoccupations.

Deuxièmement, je dois souligner que je tiens l'OIAC en très haute estime, ainsi que le professionnalisme des membres du personnel qui y travaillent. L'organisation n'est pas brisée, je dois le souligner. Toutefois, ma préoccupation concerne certaines pratiques de gestion spécifiques dans certaines missions sensibles.

L'inquiétude concerne bien sûr l'enquête de la FFM sur l'attaque chimique présumée du 7 avril à Douma, en Syrie. Ma préoccupation, qui a été partagée par un certain nombre d'autres inspecteurs, concerne le verrouillage de la gestion qui a suivi et les pratiques dans l'analyse et la compilation ultérieures d'un rapport final.

Deux équipes ont été déployées ; une équipe, que j'ai rejointe peu après le début des déploiements sur le terrain, s'est rendue à Douma en Syrie ; l'autre a été déployée dans un pays X.

La principale préoccupation concerne l'annonce, en juillet 2018, d'un nouveau concept, l'équipe centrale de la FFM, qui a essentiellement entraîné le licenciement de tous les inspecteurs qui faisaient partie de l'équipe déployée sur les sites de Douma et qui avaient assuré le suivi de leurs conclusions et analyses.

Les conclusions du rapport final de la FFM étaient contradictoires, et représentaient un revirement complet par rapport à ce que l'équipe avait compris collectivement pendant et après les déploiements à Douma. Et au moment de la publication du rapport intérimaire en juillet 2018, nous avons compris que nous avons de sérieux doutes quant à la possibilité qu'une attaque chimique ait eu lieu.

Ce que le rapport final de la FFM n'indique pas clairement, et ne reflète donc pas les opinions des membres de l'équipe qui ont été déployés à Douma – auquel cas je ne peux vraiment parler que pour moi-même à ce stade – le rapport n'a pas indiqué clairement quelles nouvelles conclusions, faits, informations, données ou analyses dans les domaines des témoignages, des études toxicologiques, des analyses chimiques, de l'ingénierie et/ou des études balistiques avaient permis de renverser complètement la situation par rapport à ce que la majorité de l'équipe, et l'ensemble de l'équipe de Douma, avaient compris en juillet 2018.

Dans mon cas, j'ai poursuivi six mois d'études techniques et balistiques sur ces cylindres, dont les résultats ont renforcé l'opinion selon laquelle il n'y avait pas eu d'attaque chimique.

Nous pensons que cette question doit être résolue de manière appropriée, grâce aux rigueurs de la science et de l'ingénierie. Dans ma situation, ce n'est pas un débat politique. Je suis tout à fait conscient qu'il y a un débat politique autour de cette question.

Pour conclure, je voudrais peut-être dire que j'ai également été le chef de l'équipe d'inspection qui a élaboré et lancé les inspections, les inspections très intrusives, de l'installation du SSRC de Barzah, juste à l'extérieur de Damas. Et j'ai effectué les inspections et rédigé les rapports des deux inspections précédentes, et de l'inspection qui a suivi la destruction de l'installation chimique, ou du complexe de laboratoires du SSRC de Barzah, par la frappe des missiles.

Mais c'est une toute autre histoire, et je vais maintenant conclure. Je vous

remercie ».

Ben Norton

Article original en anglais : [OPCW investigator testifies at UN that no chemical attack took place in Douma, Syria](#), The Gray Zone, le 22 janvier 2020.

Traduction par VD pour [le Grand Soir](#)

La source originale de cet article est [The Gray Zone](#)  
Copyright © [Ben Norton](#), [The Gray Zone](#), 2020

---

Articles Par : [Ben Norton](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)